



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



RAPPORT D'EXECUTION

AU 31 DECEMBRE DE LA LOI DE FINANCES 2019

Version du citoyen



DIRECTION GENERALE
DU BUDGET

RAPPORT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE DE LA LOI DE FINANCES 2019

Version du citoyen

Introduction

La production et la diffusion d'informations budgétaires sur l'exécution de la loi de finances sont une obligation de l'exécutif et contribuent à garantir la veille citoyenne. A ce titre, le Ministère de l'Economie et des Finances à travers la Direction Générale du Budget élabore et publie, chaque fin de trimestre, le rapport d'exécution du budget de l'Etat. Ledit rapport fait une présentation de l'exécution infra-annuelle du budget par l'exécutif et expose l'utilisation de l'argent public collecté à la réalisation des services publics en faveur des citoyens.

La publication de la version simplifiée du rapport permet d'informer les citoyens sur l'exécution du budget de l'Etat, pour l'alimentation duquel ils payent leurs impôts, taxes et autres droits. Elle participe ainsi au respect du droit d'accès à l'information reconnu par les dispositions du décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin.

Le présent guide de lecture du [rapport de l'exécution au 31 décembre de la loi de finances pour la gestion 2019](#), s'articule autour des points suivants :

- présentation détaillée du niveau de collecte des taxes, impôts, droits de douane et autres recettes prévues dans le budget de l'Etat ;
- présentation de l'exécution des dépenses de l'Etat ;
- principaux domaines où l'argent public est utilisé ;
- nouveaux emprunts (crédits) pour pouvoir rendre les services aux citoyens ;
- niveau de remboursement de la dette passée de l'Etat.

Principaux points d'exécution de la loi de finances au 31 décembre 2019

[La loi n° 2018-39 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour la gestion 2019](#) dont le compte rendu de l'exécution est exposé dans le document est égale en ressources et en charges à la somme de **1 877 543 millions de FCFA**.

I. Recettes consolidées du budget de l'Etat

A la fin des douze (12) mois de l'année 2019, l'argent de l'Etat collecté sous forme de recettes fiscales et non fiscales au profit du budget de l'Etat s'affiche à **1 221 632,1 millions de FCFA**, ce qui correspond à un taux de mobilisation de 100,8% des prévisions annuelles qui sont de 1 211 902 millions de FCFA.

A fin décembre 2019, les services de collecte des impôts, des droits et taxes ont mobilisé, par rapport aux réalisations de l'année 2018, un montant supplémentaire de 67 904,3 millions de FCFA, soit une augmentation de 5,9%.

La bonne performance enregistrée, d'année en année, est le résultat de nombreuses réformes importantes que mène le Gouvernement depuis 2016.

Par exemple, au niveau des impôts, nous avons : **(i)** la mise en exploitation de la plateforme d'échanges de données entre la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale du Budget ; **(ii)** la mise en place des Machines Electroniques Certifiées de Facturation (MECeF) pour une meilleure collecte de la TVA ; **(iii)** la mise en œuvre des télé procédures ; **(v)** l'introduction de nouveaux impôts et taxes notamment la contribution sur les ventes des services de communication électronique sur les réseaux ouverts au public, la taxe pour le développement du sport, etc.

S'agissant des services des douanes, nous pouvons citer : **(i)** les effets positifs de la lutte contre le déversement frauduleux de marchandises en liaison avec la mise en place du suivi électronique des marchandises en transit par Bénin Control (Traking) et **(ii)** l'intensification de la lutte contre la fraude douanière et l'évasion fiscale ; etc.

L'illustration ci-dessous renseigne sur les différentes sources de recettes (recettes fiscales ou non fiscales et autres sources de recettes) ayant permis d'atteindre ce résultat.

➤ **Présentation du niveau de réalisation des principales sources de recettes budgétaires à fin décembre 2019**



➤ **Présentation détaillée du niveau de collecte des taxes, impôts et droits de douane et autres recettes inscrits dans le budget de l'Etat**

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prévision annuelle	Réalisations au 31 décembre	Taux (%)	Prévision annuelle	Réalisations au 31 décembre	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
I- Recettes fiscales	397 000	374 331,3	94,3	433 000	380 466,0	87,9	6 134,7	1,6
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	157 930	168 850	106,9	187 530	172 942	92,2	4 091,7	2,4
2- Droits et taxes à l'importation	180 551	167 639	92,8	201 109	162 883	81,0	-4 756,0	-2,8
3- Droits et taxes à l'exportation	13 254	11 207	84,6	10 925	12 649	115,8	1 442,0	12,9
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	45 265	26 635	58,8	33 436	31 992	95,7	5 357,0	20,1
II-Recettes non fiscales	3 500	4 538	129,7	3 500	3 804	108,7	-734,0	-16,2
Total DGDDI	400 500	378 869,3	94,6	436 500	384 270,0	88,0	5 400,7	1,4
Direction Générale des Impôts (DGI)								
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	143 800	135 634,3	94,3	154 129		106,8	28 952,2	21,3
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	72 900		100,5	74 980	79 967,2	106,7	6 674,3	9,1
3- Impôts sur les Biens et Services	251 200	300 465,5	119,6	268 192	280 450,0	104,6	-20 015,5	-6,7
4- Impôts sur la Propriété	1 500	565,6	37,7	1 300	10 617,9	816,8	10 052,3	1 777,3
5- Autres Recettes Fiscales	4 000	3 542,1	88,6	4 000	4 147,3	103,7	605,2	17,1
6- Recettes fiscales diverses (majorations et pénalités)	-		-	-	1 168,0	-	106,8	10,1
7- Recettes Non Fiscales (Loyers d'Immeubles)	0	106,0		0	53,2			
Total DGI	473 400	514 667,6	108,7	502 600	540 990,1	107,6	26 322,5	5,1

Nature des recettes budgétaires	2018			2019			Ecart	Variation (%)
	Prévision annuelle	Réalisations au 31 décembre	Taux (%)	Prévision annuelle	Réalisations au 31 décembre	Taux (%)		
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)								
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1 778	1 142,5	64,3	2 083	1 176,0	56,5	33,5	2,9
2- Droits et Frais Administratifs	4 480	4 768,0	106,4	4 741	6 646,1	140,2	1 878,1	39,4
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	181	171,5	94,8	190	2 460,1	1 294,8	2 288,6	1 334,5
4- Produits Financiers	4 830	9 386,2	194,3	8 500	7 938,5	93,4	-1 447,7	-15,4
5- Autres Recettes Non Fiscales	53 632	117 656,4	219,4	58 664	54 056,5	92,1	-63 599,9	-54,1
6- Recettes Exceptionnelles	41 183	29 034,7	70,5	41 402	63 457,3	153,3	34 422,6	118,6
Total DGTCP	106 084	162 159,3	152,9	115 580	135 734,5	117,4	-26 424,8	-16,3
Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)								
Total ANDF	3 025	647,1	21,4	5 000	1 229,7	24,6	582,6	90,0
Fonds Nationale des Retraités du Bénin (FNRB) et autres organismes publics								
1- FNRB	44 800	41 146,1	91,8	51 000	43 119,9	84,5	1 973,8	4,8
2- Fonds Routier (Ressources propres)	4 000	4 416,6	110,4	0	0,0	-	-4 416,6	-100,0
3- Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	5 000	3 480,4	69,6	4 000	10 157,2	253,9	6 676,8	191,8
Total FNRB+FR+CAA	53 800	49 043,1	91,2	55 000	53 277,1	96,9	4 234,0	8,6
Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)								
1- Opérations Militaires à l'Etranger (OME)	16 000	2 120,2	13,3	16 000	7 811,2	48,8	5 691,0	268,4
2- Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	1 300	738,0	56,8	0	0,0	#DIV/0!	-738,0	-100,0
Total CAS	17 300	2 858,2	16,5	16 000	7 811,2	48,8	4 953,0	173,3
Autres recettes budgétaires								
1- Dons budgétaires	15 800	16 008,0	101,3	13 700	30 823,9	225,0	14 815,9	92,6
2- Fonds de concours et recettes assimilées	65 700	28 695,5	43,7	67 522	66 842,5	99,0	38 147,0	132,9
Total autres recettes budgétaires	81 500	44 703,5	54,9	81 222	97 666,4	120,2	52 962,9	118,5

II. Dépenses du budget de l'Etat

Les dépenses du budget de l'Etat regroupent essentiellement les dépenses liées au fonctionnement des administrations publiques, aux services publics que rend l'Etat pour faciliter la production de la richesse nationale par les entreprises (travaux publics, investissements) et pour améliorer les conditions de vie des citoyens (approvisionnement en eau, électricité, construction des hôpitaux et des écoles pour nos enfants, etc.).

Au 31 décembre 2019, ces dépenses ont globalement atteint **1 220 964,5 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 373 041 millions de FCFA, ce qui correspond à un taux d'engagement de 88,9%.

Voyons bien dans quoi l'Etat a mis l'argent collecté au titre des douze (12) mois l'année 2019



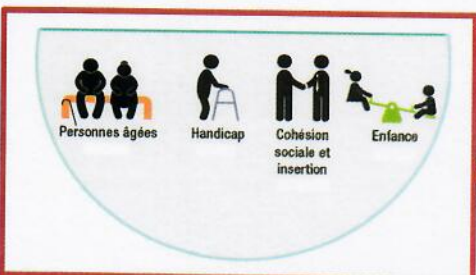
Salaires des employés de l'Etat : 367 036,6 millions de FCFA



Paieement des intérêts de la dette publique (intérieure et extérieure) : 139 372,7 millions de FCFA



Charges de fonctionnement de l'administration publique (achats de fournitures, matériels de bureau, équipements et entretien des appareils et véhicules de l'Etat...): 94 700 millions de FCFA



Dépenses de transfert (prise en charge des personnes âgées, des handicapés et hémodialysés, bourses, gratuité de la césarienne, cantines scolaires, repas dans les prisons civiles, subventions aux entreprises publiques, aux agences et autres) : 174 459,2 millions de FCFA



Prise en charge des pensions des agents de l'Etat admis à la retraite : 88 359,2 millions de FCFA

l'adresse : www.togo.gov.tg

Dépenses d'investissement

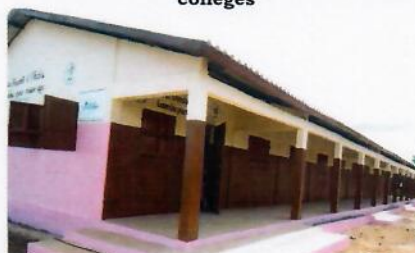
(Construction de routes et de pistes rurales, aménagement du cadre de vie, Construction/réhabilitation de salles de classes, des hôpitaux et centres de santé pour les rapprocher des populations, encadrement des agriculteurs et des éleveurs pour accroître leur rendement, travaux de construction de points d'eau, achat des machines pour produire plus d'électricité et diminuer son coût) : **349 947,5**

millions de FCFA

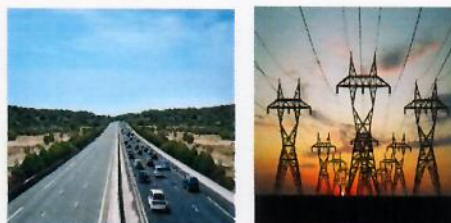
Mise en œuvre du projet asphaltage dans les villes du Bénin



Inauguration des salles de classe entièrement équipées dans les écoles primaires et les collèges



Routes et infrastructures énergétiques



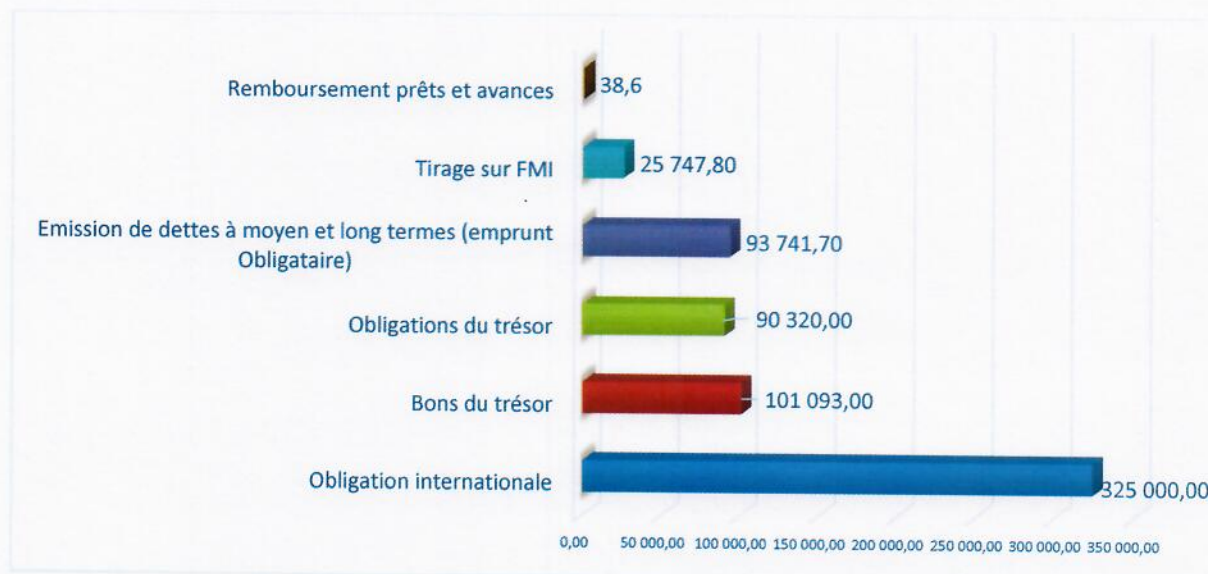
“soucieux du bien-être de tous les citoyens béninois, le Gouvernement travaille pour l'amélioration des conditions de vie des employés de l'Etat à travers le paiement des salaires, des arriérés salariaux, etc. **(30,1%)**, pour faciliter le développement à travers les **investissements (28,7%)**, pour les **transferts aux ménages ainsi qu'aux services autonomes (14,3%)**, ensuite pour le paiement des **pensions aux retraités (7,2%)**, et ainsi de suite...”

III. Opérations d'emprunts et de remboursements de la dette de l'Etat

➤ Nouveaux emprunts (crédits) pour pouvoir rendre les services aux citoyens

A fin décembre 2019, les nouvelles dettes contractées par l'Etat dans le cadre de la poursuite de la réalisation des projets d'investissement dont la finalité est le bien-être de chaque béninoise et béninois, s'élèvent à **635 941,1 millions de FCFA**.

Le détail, en millions de FCFA, se présente comme suit :

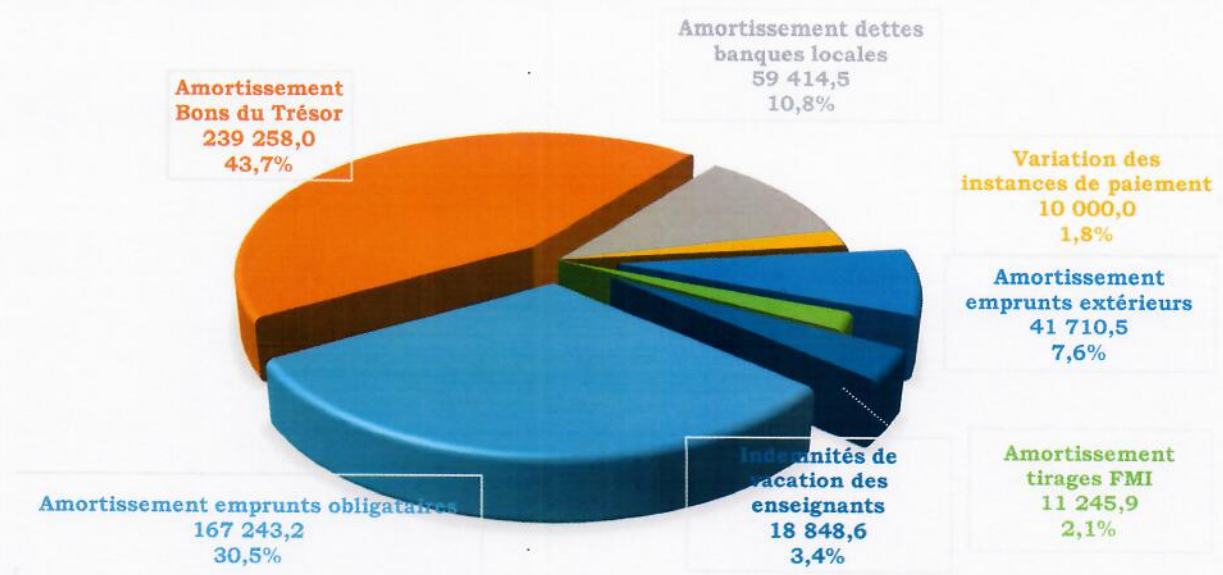


Source : DGB, mars 2020

➤ Niveau de remboursement de la dette passée de l'Etat

Comme les ménages et les entreprises, l'Etat aussi doit aux partenaires au développement de l'argent qu'il avait passé pour offrir des services importants aux populations, surtout les plus exposées à la pauvreté. Et "*comme les bons comptes font les bons amis*", le Gouvernement s'emploie, chaque année, à rembourser les dettes qui sont arrivées à l'échéance.

Au terme de l'année 2019, les remboursements des prêts contractés par l'Etat ont atteint **547 720,6 millions de FCFA** dont la répartition, par composante, se présente ci-après :



Source : DGB, mars 2020

IV. Principales fonctions des dépenses de l'Etat

L'exécution des dépenses, par fonction, au 31 décembre 2019 se présentent comme ci-dessous.

Tableau n°1 : Principaux postes de dépenses de l'Etat à fin décembre 2019 (en millions de FCFA)

N°	Fonctions	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids
1	Affaires économiques-Equipement	421 600,0	370 787,8	87,9%	30,4%
2	Services Généraux de l'Administration	319 375,5	318 885,8	99,8%	26,1%
3	Enseignements	250 033,1	223 143,1	89,2%	18,3%
4	Défense, Ordre et Sécurité Publique	110 755,7	100 872,8	91,1%	8,3%
5	Protection de l'Environnement-Assainissement	68 216,3	50 259,3	73,7%	4,1%
6	Santé et Protection Sociale	70 584,8	58 689,8	83,1%	4,8%
7	Souveraineté	74 110,3	69 407,0	93,7%	5,7%
8	Loisirs, Sports et Culture	58 365,2	28 918,9	49,5%	2,4%
Total Fonctions		1 373 041,0	1 220 964,5	88,9%	100%

Source : DGB, mars 2020

Conclusion

A fin décembre 2019, il est noté que les services de collecte des impôts, taxes et autres droits ont globalement atteint les objectifs fixés pour l'année.

Comme le montre l'exécution du budget de l'Etat dans les principaux secteurs de la vie socioéconomique de notre pays, la réalisation des infrastructures et la mise en œuvre effective des mesures sociales décrétées dans plusieurs secteurs (mise en œuvre du projet d'accès universel à l'eau potable, cantine scolaire, pavage et bitumage des voies dans les grandes villes, microcrédits, électrification rurale, constructions et équipements des hôpitaux, salles de classes et tables bancs, etc.) ont constitué les priorités du Gouvernement pour la marche de tous vers la prospérité (enfants, jeunes, adultes, vieux, handicapés, etc.)

Le civisme fiscal des uns et la veille citoyenne des autres devront aider le Gouvernement à trouver plus de moyens et à gérer efficacement l'argent collecté pour relever de nouveaux défis.

GLOSSAIRE

Année/gestion budgétaire : période d'exécution du budget allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Audit : diagnostic global portant sur l'examen des comptes et l'évolution de l'organisation et de la gestion d'une collectivité ou d'un organisme.

Budget de l'Etat : ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat voté par les Députés pour une année.

Crédits : autorisation de dépenser, accordée sur un montant déterminé, pour un objet également déterminé.

Contrôle : action de vérifier ou de comparer le degré de conformité, sinon d'identité, entre un modèle de référence et ce qui se fait ou est fait.

Comptes d'affectation spéciale : ils retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont en relation directe avec les dépenses concernées.

Dépenses de l'Etat : dépenses exécutées par les services publics pour le maintien de l'administration, pour la réalisation des infrastructures comme dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des routes, de l'énergie, etc. et pour l'amélioration des conditions des citoyens.

Emprunt : somme d'argent versée par une personne qui a plus d'argent à une autre qui en a besoin, cette dernière s'engage à la rembourser avec ou sans intérêts sur une période.

Investissement : construction et équipement d'infrastructures comme les routes, hôpitaux et salles de classe.

Paiement : opération par laquelle un comptable public éteint une dette de l'Etat ou d'un organisme public envers un créancier.

Subventions : aides financières attribuée sous forme de don non remboursable à une structure ou un service public distinct des services du Gouvernement.

Transferts courants : revenus payés à des bénéficiaires même sans avoir rendus de services effectivement économiques (exemple : pensions, bourses, etc.).